

# Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

## ÉDITORIAL

### Schwarzenbach qui rit, Grüninger qui pleure

Nous le craignons, le raz de marée a eu lieu. Les révisions de la LEtr et de la LAsi sont acceptées à près de 70%. La Suisse romande, qui avait mené la résistance à l'initiative xénophobe de l'UDC en 2002, ne peut, aujourd'hui, que nous décevoir en bien. Elle ne fait qu'accepter les deux lois du bout des lèvres. Schwarzenbach doit rigoler dans sa tombe, Grüninger doit s'y retourner.

Et pourtant... et pourtant le front des opposant-e-s avait atteint une diversité remarquable: milieux associatifs, partis de gauche, églises, expert-e-s, professionnels, même un comité bourgeois (!)... Décidemment, que fallait-il aux Suisses pour être convaincu-e-s?

Que nous ayons été défaits, malgré cette vaste mobilisation, montre à quel point la propagande blocherienne s'est enracinée et comment ses *leitmotivs* commencent à être assimilés par la population suisse. Cette propagande, il faut la combattre pas à pas en ne concédant rien aux «démocrates du centre» qui n'ont jamais plus mal choisi leur nom et en défendant une vision de société qui constitue une véritable alternative aux marasmes des discours blocheriens. Quant aux deux lois, leur acceptation ne doit pas signifier la fin de notre combat à leur encontre, au contraire, cela doit l'intensifier. Elles sont l'antithèse de tout ce en quoi nous croyons, elles prônent le rejet de la solidarité, l'érection de frontières hermétiques, la volonté de dresser les communautés les unes contre les autres. Le canton de Vaud a montré à plusieurs reprises que la solidarité peut l'emporter sur l'arbitraire des lois. Ils ont décidé de renforcer l'arbitraire, renforçons la solidarité! Nous ne pouvons pas, au nom de ce en quoi nous croyons, laisser ces lois être appliquées sans résistance, c'est une question de dignité. *Réd.*



Stefanie Habersaat

## DOSSIER

# Energie: de la crise aux réformes

Nous vivons actuellement une crise énergétique. Elle se manifeste sur deux plans, celui des ressources et celui de l'environnement. Du point de vue des ressources, les tensions sur les marchés du pétrole et du gaz propulsent les prix vers des hauteurs encore jamais vues. A plus long terme néanmoins, c'est la structure même de notre production et consommation d'énergies non-renouvelables qui n'est pas tenable. Du point de vue environnemental, l'usage d'énergies fossiles contribue à la pollution de l'air et surtout à l'augmentation de la concentration en CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, le fameux effet de serre. Or les premiers touchés par les pénuries énergétiques, comme par la dégradation de l'environnement, sont les plus pauvres, dans les pays du Sud en particulier.

Face à ces crises, nous avons plus que jamais besoin d'une mutation. Les vieilles recettes de la droite comme l'investissement à outrance dans le nucléaire – une énergie chère et dangereuse – ne conviennent plus. Le marché laissé à lui-même n'est pas plus efficace. Nous devons absolument maîtriser le virage vers une réduction massive de notre consommation, sans que cela ne se traduise par une baisse de la qualité de vie. Par ailleurs, il faut développer des sources alternatives d'énergie, décentralisées, propres et renouvelables. *Pages de gauche* fait le point sur les problèmes en Suisse et les solutions possibles pour réussir cette mutation, de manière juste et démocratique.

> Suite du dossier en pages 5 à 10

Flims, comme  
si vous y étiez

Page 2

Il y a 50 ans en  
Hongrie....

Page 11

Hollywood  
face à ses  
peurs

Page 14

# C'est pas le moment de flimser

Je sais. Tout le monde s'imagine que les parlementaires en session spéciale à Flims sont allés manger des kapunns au bord de la piscine, siffler des bières Calanda en sortant du sauna, refaire le monde, ou à défaut le pays, dans une ambiance de détente et de franche camaraderie. C'est vrai que Flims, c'est beau. Les montagnes, le ciel, la barrière des sapins, et ces hôtels cinq étoiles pour Bertarelli's family témoignent qu'il y a, durant l'année, plus vernis que des députés en goguette.

En réalité, la session spéciale délocalisée ressemble à un camp retranché. La transhumance obligée commence à la gare. Les convois de parlementaires, journalistes et fonctionnaires sont conduits des trains aux bus, des bus aux cars militaires, des cars militaires aux hôtels, des hôtels aux salles de réunion, des réunions aux excursions, des excursions aux soirées de bienvenue, des soirées de bienvenue aux cars, des cars aux hôtels, rebelote le lendemain. Et les piscines scintillent, vides et désertées.

Imaginez maintenant le même brouillard, la même pluie fine, le même gris uniforme au lendemain d'une défaite populaire. Dans un wagon, les vainqueurs, ceux qui sont du côté de la loi, du droit, des bourgeois. Le peu-

ple leur a donné raison, alors ils plastronnent. Dans l'autre, les perdants, socialistes en tête. Déroute, défaite cinglante, Berezina leur a-t-on dit la veille. Ils essaient de raser les murs; mais difficile quand on vit tous dans le même hôtel. Ils tentent d'imaginer l'avenir mais il paraît plombé quand, dès le petit déjeuner, apparaissent des cohortes d'UDC. Ils cherchent à changer de sujet et c'est Christoph Blocher qui trône à la tribune. Au lendemain d'un dimanche de votations, impossible d'apprécier les charmes de la promiscuité inter-parlementaire, difficile de considérer un hôtel cinq étoiles autrement que comme un lieu de résidence contrainte. Le sentiment d'enfermement plane à hauteur des sommets qui nous entourent. Et puis, à Flims, un de ces jours, l'air va s'éclaircir. On prendra nos marques, nos libertés, on boira des coups tous ensemble. On passera du camp militaire au camp de vacances. On regrettera nos jérémiades. On oubliera nos défaites. On se tricoterait de beaux souvenirs. Mais pour les nouveaux réfugiés de notre nouveau pays, malheureusement, ce ne sera pas Flims tous les jours.

Et dire que je devais écrire un billet d'humour...

Géraldine Savary

## MERCI DE VOTRE PATIENCE

Chères lectrices, chers lecteurs

Vous vous impatientiez peut-être à l'attente de votre mensuel qui vous arrive avec un peu de retard. Ne blâmez pas la poste de vous imposer une dégradation supplémentaire des services publics, ce retard est dû à un contretemps de mise en page.

Nous mettons tout en œuvre pour vous livrer en temps et en heures le prochain numéro de *Pages de gauche*. Nous vous présentons toutes nos excuses et vous souhaitons une agréable lecture.

## SOMMAIRE

- 1 Schwarzenbach qui rit, Grüniger qui pleure
- 2 Un mauvais Flims
- 3 Le sous-enchère fiscale des cantons se poursuit
- 4 Autriche: Les syndicats piégés par leur bureaucratie
- 5 à 10 Dossier: *Energie, de la crise aux réformes*
- 11 Il y a cinquante ans: La Révolution hongroise de 1956
- 12 Fonds de cohésion: incohérences de l'UDC
- 13 Elections fribourgeoises et jurassiennes
- 14 Quand l'Empire est attaqué...
- 15 Page de droite - Humour
- 16 La dernière - Agenda



## Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.-  
Abonnement de soutien: Fr.130.-  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-eur-s): Fr.29.-  
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à  
info@pagesdegauche.ch  
www.pagesdegauche.ch

**Rédaction et secrétariat:**  
Case postale 7126, 1002 Lausanne  
info@pagesdegauche.ch

**Rédaction:**  
Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), André Mach (AM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Salima Moyard (SM), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Jean Tschopp (JT), Julien Wicki (JW).

**Comité:**  
Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Lyonel Kaufmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

**Comité de parrainage:**  
Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

**Collaboration permanente:**  
Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Philipp Müller, Yves Steiner, Christian Vullioud.

**Webmaster:**  
Romain Felli.

**Maquette:**  
Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

**Mise en page:**  
Joël Burri, Les Clées.

**Impression:**  
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

# La sous-enchère fiscale des cantons se poursuit

*La concurrence fiscale entre les cantons fait rage, se transformant en cercle vicieux favorisant uniquement les plus hauts revenus et les gros actionnaires. Il est temps d'y mettre fin.*

Depuis plus de quinze ans, les cantons ne cessent de baisser leur charge fiscale, principalement celle qui touche les hauts revenus. Selon la *Wochenzeitung* du 14 septembre dernier, les cantons ont tous baissé leurs impôts depuis le début des années 1990, occasionnant un manque à gagner, variant de 2 millions de francs pour Appenzell Rhodes intérieures jusqu'à plus d'un milliard pour le canton de Zurich. Les statistiques sur la charge fiscale des cantons confirment cette tendance. Alors que la droite n'arrête pas de se plaindre de la progression de la charge fiscale en Suisse, ils oublient de souligner que c'est la fiscalité indirecte (TVA et taxes) ainsi que les charges obligatoires (primes d'assurance-maladie et loyers), qui ont fortement augmenté, alors que la fiscalité directe tend plutôt à baisser. Cette logique atteint plus fortement les bas salaires que les hauts revenus.

Cette spirale est accentuée par la concurrence fiscale entre les cantons qui cherchent à attirer sous leurs cieux fiscaux les plus gros revenus. L'introduction de l'impôt dégressif pour les très gros revenus dans plusieurs cantons avait défrayé la chronique à la fin de l'année dernière. Depuis lors la spirale se poursuit sournoisement, malgré l'existence de disparités cantonales déjà très fortes en matière fiscale (la charge fiscale varie de 1 à 3 entre les cantons, voir *Pages de gauche* No 41). Ce dumping fiscal n'a fait que s'accroître ces dernières années notamment en raison des recettes excédentaires de la Banque nationale versées aux cantons, dont certains en ont profité pour diminuer leurs impôts. Comme toujours, cela concerne essentiellement les plus hauts revenus ou les bénéfices des entreprises. Tous les moyens sont

bons pour attirer les plus riches, même si cela se fait au détriment de la cohésion nationale entre les régions du pays et en favorisant les inégalités sociales.

## RABAIS FISCAUX POUR LES ACTIONNAIRES

Outre les très hauts revenus, principalement visés par les cantons, le dumping fiscal touche aussi les impôts sur les dividendes. Selon l'hebdomadaire *Cash* (14.9.06), depuis 2001, pas moins de quatorze cantons, essentiellement alémaniques, ont déjà (ou l'ont prévu pour 2007) baissé leur fiscalité sur les dividendes distribués aux actionnaires des entreprises. Ces réductions concernent uniquement les gros détenteurs d'actions (plus de 5% des actions d'une entreprise ou d'une valeur de plus 5 millions de francs) et atteignent entre 25% et 50% (et bientôt 80% à Zoug). L'ampleur du phénomène ne cesse d'inquiéter les responsables des finances cantonales, même les plus marqués à droite.

Suivant la brèche ouverte par certains cantons, Hans-Rudolf Merz - grand champion de la réduction des dépenses quand elles bénéficient aux couches défavorisées et de la baisse des charges quand elles concernent les milieux aisés -, une fois élu au Conseil fédéral s'est rapidement exécuté pour satisfaire sa clientèle électorale. En 2005, il proposait dans son projet de réforme de l'imposition des entreprises d'alléger de manière généralisée la fiscalité des actionnaires, au nom de la suppression de la double imposition. Les dividendes ne seraient plus taxés qu'à 60 ou 80%. Selon le Conseil fédéral, cet allègement devrait représenter des pertes de recettes pour les cantons d'environ 460 millions de francs, soit presque autant que l'initiative COSA. La commission du Conseil

national a encore empiré le projet du Conseil fédéral en prévoyant de baisser à 50% la taxation des dividendes, ce qui se traduirait par des pertes de plus de 700 millions pour les cantons.

Face à un tel projet, qui une fois de plus fait la part belle aux actionnaires, un référendum s'impose. En espérant que les responsables des finances des cantons s'y opposeront avec la même énergie qu'ils ont combattu l'initiative COSA.

## L'INITIATIVE DU PSS

En réaction, le PSS va enfin lancer une initiative populaire «Pour des impôts justes et équitables», qui vise à mettre un frein à la spirale infernale du dumping fiscal des cantons. Cette initiative, qui sera lancée en octobre, prévoit d'introduire une harmonisation de la fiscalité

cantonale sur les très hauts revenus (plus de 250'000 francs de revenu imposable, soit entre 300 et 350'000 francs brut). Le texte ne devrait toucher que 2% de la population suisse. Il mettrait ainsi un terme à l'introduction des impôts dégressifs adoptés dans plusieurs cantons au cours des dernières années. Même si l'initiative reste modérée et ne touche que les revenus des personnes physiques, l'initiative va dans la bonne direction et offre de réelles chances de victoire devant le peuple. On ne peut que regretter qu'elle intervienne si tard.

Elle constituera sans doute un enjeu politique majeur des prochaines élections fédérales et de la prochaine législature, tout comme les enjeux fiscaux en général.

André Mach

## MIX ET REMIX CORRIGÉ PAR LA REINE SILVIA



# Autriche: Les syndicats piégés par leur bureaucratie

La Fédération syndicale autrichienne et, par contrecoup, le Parti socialiste (SPÖ), traversent leur crise la plus grave depuis la reconstitution du mouvement ouvrier en 1945, malgré la récente victoire du SPÖ aux élections.

par Dan Gallin

La Fédération syndicale autrichienne (Österreichischer Gewerkschaftsbund - ÖGB) et, par contrecoup, le Parti socialiste (SPÖ), traversent leur crise la plus grave depuis la reconstitution du mouvement ouvrier en 1945.

Le détonateur de la crise a été la révélation ce printemps que la Bank für Arbeit und Wirtschaft (BAWAG), qui appartient à l'ÖGB, avait perdu 3 milliards d'euros dans des investissements douteux et des spéculations aux Etats-Unis et dans les Caraïbes et que le président du ÖGB, Fritz Verzetnitsch, avait hypothéqué le fonds de grève du ÖGB pour sauver la banque de la faillite.

Toutes ces transactions avaient été décidées par quelques personnes à l'insu des organes directeurs de la centrale syndicale et des organes de contrôle statutaires de la banque. L'opinion publique, et les syndicalistes, effarés, apprenaient l'existence d'un petit directoire informel prenant des décisions en secret, d'un réseau de quelque cent vingt fondations et autres institutions, notamment au Liechtenstein, pour cacher les transactions financières, en somme des structures et des mentalités de type mafieux.

## AUSTRALIE: PREMIÈRES VICTIMES

Le gouvernement australien a intenté une action en justice contre 107 travailleurs de la construction travaillant sur une ligne de chemin de fer qui doit relier Perth, en Australie occidentale, à Mandurah, à 72 km plus au sud. Les travailleurs s'étaient mis en grève pour protester contre le licenciement du délégué de chantier chargé de la santé et sécurité. Selon le gouvernement, cette grève était illégale aux termes de la nouvelle législation du travail. Les travailleurs, qui ont comparu devant le tribunal le 29 août, risquent chacun des amendes de 28,000 dollars australiens (à peu près autant de francs suisses. Ce sont les premiers travailleurs poursuivis sous les nouvelles lois antisyndicales. La confédération syndicale australienne ACTU a lancé une campagne nationale de solidarité (voir Pages de gauche, No 48) DG

## DES ENJEUX AU-DELÀ DES AFFAIRES D'ARGENT

L'affaire dépasse de loin le cadre d'un dérapage accidentel dû à l'incompétence ou à la criminalité de quelques uns. Ce qui est en cause est le contrôle démocratique de la centrale syndicale et de ses institutions.

L'ÖGB et le SPÖ sont parmi les organisations ouvrières les plus centralisées au monde, avec une forte concentration du pouvoir au sommet de la hiérarchie. En même temps, autant la centrale syndicale que le parti sont profondément engagés dans une politique de partenariat social, déjà depuis la fin de la guerre quand il s'agissait de reconstruire le pays et l'économie, évidemment sur des bases capitalistes.

Une réforme en profondeur du ÖGB s'impose évidemment: la colère et le dégoût des membres s'expriment fortement, et tous les jours. Des groupements de base exigent des mesures pour rendre l'organisation plus démocratique avec une politique plus combative.

Un groupe de travail composé des nouveaux dirigeants du ÖGB et de ses fédérations membres a élaboré une première ébauche de réforme fin juin; un

projet complet doit être soumis au prochain congrès en janvier 2007. Une partie des réformes proposées reprend les revendications des groupes de base, par exemple la représentation proportionnelle des femmes à tous les niveaux, la priorité à l'organisation de jeunes et de travailleurs "atypiques", c'est-à-dire ceux et celles dans des relations de travail informelles et précaires, la fixation d'un plafond limitant les revenus des dirigeants syndicaux.

L'affaire a bien entendu des retombées politiques. L'ÖGB est indépendant des partis mais les tendances politiques sont formellement constituées en fractions en son sein. La fraction socialiste (FSG) représente à peu près le deux tiers des membres et a toujours fourni les principaux dirigeants de la centrale. La fraction chrétienne-sociale (ÖAAB), liée au Parti populaire (ÖVP) du chancelier Schüssel, chef du gouvernement, représente environ un tiers. Deux petites fractions représentent des tendances d'extrême-gauche (communistes et trotskystes).

## ÖGB ET SPÖ SE DISSOCIENT

A cause de la prépondérance de la fraction socialiste, l'ÖGB est de fait étroitement associé au SPÖ et traditionnellement les dirigeants syndicaux siègent au parlement, principalement dans la députation du SPÖ. Sur l'initiative de son président Alfred Gusenbauer, le parti vient de mettre un terme à cette relation: pour la première fois depuis la fin de la guerre, les cadres supérieurs socialistes du ÖGB ne seront plus candidats sur les listes du SPÖ aux élections législatives.

Le souci de Gusenbauer est évidemment de dissocier le parti de la mauvaise image actuelle de la centrale syndicale. Au début de l'année, le SPÖ avait une avance confortable sur le

ÖVP dans les sondages; depuis le scandale BAWAG la tendance s'est inversée. La maigre victoire socialiste semble pousser le SPÖ vers une grande coalition avec les conservateurs.

Ce calcul purement défensif et à court terme risque bien de se retourner contre le parti. D'une part, l'ÖGB, avec ses 1,5 millions de membres (dans une population de 8,2 millions) ne disparaîtra pas. De toute façon il restera un partenaire incontournable pour le parti, d'autant plus dans la mesure où les réformes aboutissent. Au lieu de lâcher l'ÖGB et de prendre ses distances, le SPÖ devrait assumer et soutenir le processus de réforme et passer à l'offensive. Seulement voilà: pour ce faire, il faudrait qu'il accepte de mettre en question aussi ses propres structures, pratiques et politiques.

D'autre part, la présence des syndicalistes du FSG dans les organes directeurs du SPÖ et dans sa députation parlementaire représentait malgré tout un relais avec la base historique du parti, la classe des travailleurs salariés. La disparition de ce relais risque de favoriser les tendances qui depuis longtemps souhaitent la transformation du SPÖ en un parti de la "classe moyenne" type "3ème voie". Loin de résoudre le problème politique dont le révélateur a été le scandale BAWAG, une telle évolution ne saurait que l'aggraver.

La suite dépend maintenant de la capacité de la base socialiste et syndicale de se mobiliser et de rester mobilisée: la colère est certainement entretenue par les nouvelles révélations qui ne cessent de tomber sur l'affaire BAWAG. Les échéances sont proches: élections législatives le 1er octobre, congrès du ÖGB en janvier 2007. En tout état de cause, le peuple socialiste aura fort à faire pour récupérer son bien: son parti et son organisation syndicale.

## DOSSIER: ENERGIE, DE LA CRISE AUX RÉFORMES

# Une politique offensive pour surmonter les crises

Les prix du pétrole qui grimpent en flèche suffisent à le démontrer: nous avons atteint une nouvelle crise énergétique. Il s'agit d'une crise structurelle, liée à la manière dont nous produisons l'énergie. Ainsi, nous dépendons d'énergies non-renouvelables (pétrole, gaz, nucléaire,...) à raison de plus de 90% à l'échelle mondiale, et de 80% en Suisse.

Mais plus encore que la production, la consommation dans les pays riches est bien supérieure à ce que les ressources naturelles permettent de supporter. N'oublions pas que l'énergie se consomme sous forme d'électricité, mais que cela ne représente que moins de 10% du total de l'énergie consommée. Ce sont d'abord les transports (individuels, mais aussi les transports de marchandises), l'industrie et le chauffage des immeubles qui

présentent cette dépendance lourde à des ressources non renouvelables pose au moins trois problèmes: Environnemental. Les rejets de gaz carboniques qu'impliquent les énergies non-renouvelables (le nucléaire aussi; voir p.8) contribuent au réchauffement climatique qui a des conséquences désastreuses à l'échelle de la planète, comme en Suisse (secteur touristique notamment; voir p. 7).

Géopolitique. Une grande partie des tensions, des guerres, des aventures impérialistes sont dues à la volonté de contrôler les ressources énergétiques en voie de raréfaction, voire d'épuisement.

Social. Les individus ne sont pas égaux devant l'accès à l'énergie. Alors qu'elle est devenue un élément essentiel du bien-être, les plus pauvres, à l'échelle de la planète, en sont encore privés. A une

autre échelle, dans les pays riches, les nantis peuvent se permettre de purs gaspillages (4x4 en ville, voyages en avion fréquents,...) qui ont des coûts sociaux élevés (pollution, maladies,...).

## SORTIR DE LA CRISE

Comment sortir de cette crise à long terme? En agissant sur les deux côtés de la chaîne énergétique: la production et la consommation.

Pour la production, il faut mettre en œuvre une politique forte et volontariste pour les énergies renouvelables. Cela est techniquement possible. Ce qu'il manque encore, c'est la volonté politique et les investissements qui vont avec. A l'heure où les forces conservatrices poussent pour relancer l'aventure nucléaire (p.8), il est nécessaire de montrer l'efficacité, le coût avantageux et

la possibilité réelle de développer des alternatives (p. 10). Mais la production n'est qu'un aspect, ce que l'on oublie souvent. La réduction de la consommation doit fournir l'essentiel de l'effort. Heureusement, aujourd'hui, il est possible de baisser la consommation d'énergie sans baisser la qualité de vie. L'efficacité énergétique est à encourager dans l'aménagement du territoire: les transports publics, plutôt que la voiture; un habitat dense et groupé plutôt qu'un éclatement de la ville; des normes strictes en matière de construction de bâtiments (voir p.9). L'efficacité énergétique doit aussi être promue dans l'industrie, jusqu'à la production de biens d'usage quotidien.

## UNE ACTION PUBLIQUE NÉCESSAIRE

Comment mettre en œuvre ce programme? Deux objectifs sont essentiels: la garantie de l'approvisionnement et un accès suffisant, y compris dans les pays déshérités, aux ressources énergétiques. Il est évident que le marché laissé à lui-même est incapable d'y répondre. Les collectivités publiques, à tous les niveaux, doivent donc jouer un rôle essentiel en matière de réduction de la consommation, de contrôle de la distribution, comme de production alternative. A cet égard, la Loi sur l'Approvisionnement en Electricité (LApEl), actuellement en gestation aux Chambres fédérales, devra être examinée d'un regard des plus critiques (p.6).

Romain Felli  
Eric Peytremann



Stefanie Habersaat

**Energie et environnement:**  
un couple à ménager.

6

**Le réchauffement climatique:**  
Des impacts lourds.

7

**L'arnaque nucléaire:**  
énergie coûteuse et dangereuse.

8

**Réduire la consommation:**  
Grâce à un label?.

9

**Energie renouvelables:**  
entretien avec R. Rechsteiner.

10

## DOSSIER: ENERGIE, DE LA CRISE AUX RÉFORMES

# Electricité et environnement: nécessité d'une politique volontariste

Par Roger Nordmann  
Conseiller national (PS, VD)

Dans notre pays, la consommation d'électricité a augmenté de 40% en vingt ans. Tout laisse à penser que cette tendance va se poursuivre, voire se renforcer, pour plusieurs raisons. A commencer par la démographie et la propension des ménages à se barder de nombreux appareils. Ensuite, le caractère très efficace de l'électricité la rend très attrayante à l'usage. Alors qu'un moteur à essence perd trois quart de l'énergie en chaleur, un moteur électrique transforme quasiment toute l'électricité en énergie mécanique. De plus, l'électricité ne développe pas d'émissions nuisibles sur son lieu d'utilisation, ce qui est de plus en plus intéressant pour les transports. Enfin, le boom des pompes à chaleur renforce encore la tendance, car ce système permet d'extraire trois unités de chaleur du terrain en utilisant une unité d'électricité, ceci sans émettre de CO<sub>2</sub> ou de suies sur place.

## ET L'ÉNERGIE GRISE?

Toutefois, l'absence d'émissions polluantes sur le lieu d'utilisation ne préjuge pas du

bilan écologique de l'électricité. A l'échelon européen, deux tiers de l'électricité sont produits à base d'énergie primaire fossile (charbon, du mazout ou gaz naturel), ce qui émet d'énormes quantités de CO<sub>2</sub>. En Suisse, on a longtemps négligé ce problème climatique lié à l'électricité, en raison de la part prépondérante de production hydraulique. Mais comme la Suisse n'a augmenté sa production d'électricité que de 10% en vingt ans, elle est en train de devenir importatrice nette d'électricité européenne, dont les deux tiers seront mathématiquement d'origine fossile. La question cruciale est de savoir comment faire face à cette croissance d'électricité. Dans un marché complètement libéralisé et privatisé, la tentation est forte de développer encore plus la production d'origine fossile. Ces installations peuvent en effet être construites et amorties rapidement. Et le marché n'aura pas d'hésitation à émettre des quantités considérables de CO<sub>2</sub>, dans une pure logique de profit. Le bilan climatique serait désastreux.

## LE NUCLÉAIRE VIEILLIT

En revanche, la construction de nouvelles centrales nucléaires

est si compliquée sur le plan technologique et de la sécurité que les privés hésiteront beaucoup: en plus du risque atomique, il y a un risque politique et économique non négligeable, de nature à décourager les investisseurs. C'est ce qui explique qu'en Europe, il n'y ait que deux projets concrets de nouvelles centrales nucléaires.

S'agissant du nucléaire, le risque de la libéralisation tient plutôt à l'exploitation des centrales existantes. La tentation d'économiser sur le personnel de sécurité et la modernisation des installations existantes devient très importante. Les premiers résultats de l'enquête sur l'incident de Forsmark en Suède montrent d'ailleurs un enchaînement d'erreurs humaines dans l'entretien et la mise à niveau des installations de sécurité.

## LE RÔLE DE L'ÉTAT

En principe, un secteur électrique en main de l'Etat offre de meilleurs atouts pour les énergies renouvelables, comme pour la sécurité de l'approvisionnement, parce qu'il n'est pas obligé d'obéir à des critères de rentabilité à court terme. Mais il faut malheureusement admettre que pendant des décennies, les électriciens ont bloqué les économies d'énergies et les nouvelles énergies renouvelables, en Suisse comme à l'étranger. Il faut dire que le caractère intrinsèquement décentralisé de l'éolien, du photovoltaïque, de la biomasse, de la géothermie et de la petite hydraulique échappe à la logique des managers des entreprises électriques.

Ce mauvais bilan écologique s'explique largement par le fait que l'Etat actionnaire n'a pas joué son rôle, laissant certains managers de ce secteur se prendre pour des caïds du marché. Mutatis mutandis, ce problème est le même que dans le pilotage des banques cantonales. Tout cela démontre la nécessité d'une politique volontariste dans le domaine des économies d'énergies

et des énergies renouvelables. Du côté des économies d'électricité, deux pistes principales doivent être suivies. Premièrement, il y a lieu de remplacer les chauffages électriques directs par des pompes à chaleur, ou mieux encore, par des chauffages à bois, énergie entièrement renouvelable. Le potentiel d'économie est considérable: 6 à 8% de l'électricité employée en Suisse est gaspillée dans cette technologie antédiluvienne, laquelle avait été massivement subventionnée par les entreprises électriques. La seconde piste à suivre est celle de l'efficacité des appareils électriques courants: moteurs, lampes, appareils ménagers, ventilation, informatique etc. L'étude Prognos (2002) montre qu'imposer systématiquement l'achat des technologies les plus économes aurait permis d'ici 2005 d'économiser 6 TWh par an, soit 10% de la consommation. Du côté de la production, il faut établir un mécanisme de rachat à des conditions équitables du courant décentralisé produit par les nouvelles énergies renouvelables.

Concrètement, les particuliers et les entreprises électriques – comme par exemple les services industriels des villes – qui investissent dans la production d'énergie renouvelable doivent pouvoir faire supporter les surcoûts solidairement à l'ensemble des utilisateurs, comme cela fut le cas autrefois pour les barrages et les centrales nucléaires. Pour l'instant, ce dispositif a été retenu dans le débat sur la Loi sur l'approvisionnement en électricité. Il s'agit dans les grandes lignes de reprendre le système allemand, qui s'est révélé d'une efficacité redoutable: en cinq ans, il a fait croître de 1% à 5,5% la part de l'éolien dans la production allemande, ce qui a permis de fermer les plus anciennes centrales nucléaires et de nombreuses centrales à charbon, très polluantes. En valeur absolue, la production éolienne allemande équivaut à neuf fois la production de la centrale nucléaire de Mühleberg!

## DOSSIER: ENERGIE, DE LA CRISE AUX RÉFORMES

# Le réchauffement climatique, enjeux et conséquences

Le réchauffement climatique a des conséquences désastreuses, en Suisse comme dans le monde. Le WWF a fait de la lutte contre ce fléau un de ses axes majeurs.

Par Christiane Maillefer  
et Pierrette Rey,  
WWF Suisse.

Au printemps 1995, un iceberg de la taille du canton de Vaud bascule dans l'Atlantique Sud. Cet effondrement spectaculaire n'est pas seulement un indice parmi d'autres du réchauffement du pôle sud. Il constitue aussi une preuve de l'augmentation rapide de la température moyenne à la surface de la Terre au cours des dernières décennies. Que ce soit en Suisse ou ailleurs dans le monde, les signes avant-coureurs des changements climatiques induits par les activités humaines se multiplient.

Les conséquences du réchauffement sont d'ores et déjà prévisibles. Citons, par exemple, la propagation de maladies infectieuses telles que le paludisme, le recul des glaciers que l'on constate en Suisse, les changements de régimes pluviométriques, l'augmentation d'événements météorologiques extrêmes tels que périodes de sécheresse ou tempêtes, le blanchiment des bancs de coraux, etc. La liste est longue. Pour prendre un exemple particulier, signalons que les glaciers constituent la plus grande réserve d'eau douce de la Terre – environ le 70%. Les glaciers de l'Himalaya alimentent les sept plus grands fleuves d'Asie et approvisionnent en eau plus de deux milliards d'habitants, soit environ un tiers de la population mondiale. Leur disparition entraînerait une pénurie d'eau pour des millions de personnes.

## DES CONSÉQUENCES EN SUISSE

Plus près de nous, dans les Alpes, le risque de catastrophes augmente en raison du réchauffement climatique, entraînant des coûts énormes:

- La catastrophe de Brigue (1993) a provoqué la mort de deux personnes et coûté CHF 600 millions aux com-

pagnies d'assurance.

- A Sachseln, dans le canton d'Obwald, les coulées de boues (1997) ont causé des dommages pour un montant de CHF 120 millions. Le torrent s'est déjà déchaîné plusieurs fois et le fera encore

- Le montant total des dégâts provoqués par les inondations du mois d'août 2005 s'élève à CHF 2.5 milliards. Six personnes ont perdu la vie, 17 cantons ont été touchés par les intempéries. Il s'agit là de la plus grave catastrophe isolée jamais enregistrée jusqu'à présent en Suisse.

## QUE FAIRE?

Bien que tous ces faits soient connus, les impacts économiques et sociaux du réchauffement ne semblent pas influencer certains politiciens myopes et autres lobbies industriels intéressés aux profits à court terme. Pour nous WWF, il ne saurait être question de vivre selon le précepte «après nous le déluge!». Raison pour laquelle nous nous engageons dans divers projets:

- Economiser l'énergie: des choix judicieux en matière de consommation contribuent de façon décisive à réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Sans renoncer à notre confort, nous pouvons économiser l'énergie et contribuer ainsi à prévenir une catastrophe climatique.

- Promouvoir des sources d'énergie écologiques: le seul moyen d'assurer notre pérennité énergétique est d'entrer de plain-pied dans l'ère des énergies renouvelables. Il est d'ores et déjà possible d'acheter du courant provenant exclusivement de sources renouvelables comme le soleil, le vent, la biomasse et l'eau.

- Mener une politique climatique: dans le domaine de la politique climatique, le WWF s'engage pour des actions plus rapides: les émissions de CO<sub>2</sub> doivent être réduites en Suisse de 30% d'ici à 2020 pour pouvoir renoncer largement à des techniques émettrices de CO<sub>2</sub> d'ici

à 2050. L'objectif est réaliste.

- Sensibiliser l'opinion publique: cet automne, le WWF mène une campagne dans toute la Suisse afin d'inciter les ménages et communes à opter pour des éclairages économiques.

L'horizon semble bien sombre et il le deviendra si nous restons passifs. Heureusement, il est encore possible d'agir afin d'éviter une catastrophe climatique

globale et une réelle dégradation de nos conditions de vie. Que ce soit à titre individuel, au sein de son travail ou par une action politique, chacun peut, au quotidien, initier des actions de réduction d'émission de CO<sub>2</sub>. Par des gestes simples et des choix judicieux, nous pouvons contribuer à la protection du climat. Mais le temps presse désormais et nous devons agir de concert sans tarder.

## CONCENTRATION ÉLECTRIQUE

Depuis le début de la libéralisation du marché énergétique européen, la tendance vers la concentration et la constitution de grands oligopoles européens est lancée. En Allemagne, la fusion de VEBA et de VIAG a donné lieu à l'émergence de e.on qui contrôle aujourd'hui non seulement une bonne partie du marché allemand, mais détient également d'importantes participations en Europe de l'est ainsi qu'en Scandinavie. Le concurrent direct d'e.on en Allemagne est RWE, conglomérat énergétique issu de la fusion des Elektrizitätswerke Nordrhein-Westfalen et de Dortmund. En France, EDF assume à elle seule le rôle d'entreprise dominante sur le marché français tout en détenant des participations dans plusieurs pays européens dont en Suisse. Enfin, le monopoliste Gaz de France est également en passe d'entrer dans le jeu de pouvoir énergétique européen.

A l'heure actuelle, les entreprises allemandes et françaises sont engagées dans des transactions d'envergure qui, si elles se réalisent, feraient en sorte que l'économie électrique européenne irait à pas de géant vers une concentration plus forte. Ainsi, depuis plusieurs mois e.on attend le dénouement des tractations entre le gouvernement espagnol et la Commission européenne au sujet de son offre publique d'achat d'Endesa qui dispose d'une forte influence en Espagne, mais également dans de multiples pays d'Amérique latine. Après une première phase de résistance, les autorités espagnoles donnent depuis quelques semaines des signes d'apaisement favorables à e.on. En France, la tentative de fusion entre Gaz de France et Suez suite à la privatisation préalable de Gaz de France se trouve au cœur d'une confrontation parlementaire dure. L'opposition amenée par les socialistes tente en effet de pousser le gouvernement à court-circuiter le parlement afin de faire avancer son projet de privatisation. Chez les auto-proclamés chantres du libéralisme au sein de la Commission européenne, ce processus de concentration est ouvertement salué. «Le projet d'opération n'entraverait pas de façon significative une concurrence effective dans l'Espace Economique Européen ou dans une partie substantielle de celui-ci, et elle a donc approuvé la concentration», note par exemple Bruxelles au sujet de la tentative de fusion d'e.on avec Endesa.

PhMü



Stefanie Habersaat

## DOSSIER: ENERGIE, DE LA CRISE AUX RÉFORMES

# L'électricité nucléaire: une voie sans issue

*L'énergie nucléaire est souvent défendue sous prétexte qu'elle ne produit pas de CO2. Ceci est largement faux et vise à faire oublier ses coûts et sa dangerosité.*

L'affirmation selon laquelle les centrales nucléaires (ci-après "centrales") ne produisent pas de CO2 n'est que partiellement vraie. Il faut de l'énergie, productrice de CO2, pour extraire le matériau nucléaire et le transporter. Au-delà, il faut rappeler que, contrairement à d'autres énergies, les centrales ne produisent, avec un rendement très mauvais, que de l'électricité. Ce qui ne représente qu'environ 5% de l'énergie totale mondiale. Même en supposant que le parc de centrales s'accroisse, on voit difficilement comment la production d'électricité d'origine nucléaire pourrait dépasser 8 ou même 10% de l'énergie totale. Le solde consiste principalement en énergies d'origine fossile (pétrole, gaz, charbon) consommées très largement par les transports motorisés, ou le chauffage. En affirmant que le nucléaire résoudra le problème du réchauffement climatique, les milieux pro-nucléaires trompent le peuple.

## GROSSIER MENSONGE OU IMBÉCILLITÉ CRASSE

Alors que la fin du pétrole est évoquée constamment, la crise des ressources affectera aussi l'industrie nucléaire. L'accroissement du nombre de centrales épuiserait d'autant plus rapidement les réserves d'uranium, qui en l'état actuel de la technologie, ne suffiront pas au-delà de quelques dizaines d'années. A ce propos, un mensonge préféré abondamment, que ce soit par omission délibérée, ou par imbécillité crasse, consiste à invoquer la fameuse indépendance énergétique. Qu'il s'agisse de l'UDC (voir ci-dessous), du ministre Sarkozy, ou plus récemment du premier ministre Blair, il n'y a pas, ou plus, dans les trois pays correspondants, de mines d'uranium, donc pas d'indépendance énergétique, puisqu'il faut désormais aller chercher ce minerai au-delà des mers, par exemple au Niger

(exploitation, dans tous les sens du terme, relevant de l'aventurisme néo-colonial), ou plus loin encore (mise en danger d'une réserve naturelle en Australie).

Le problème est que même si l'uranium s'épuise et conduit donc le nucléaire, à terme, à sa disparition, les dégâts causés par l'industrie nucléaire sont nombreux et se feront sentir longtemps. En amont, l'extraction du minerai d'uranium cause des dégâts environnementaux considérables. Surtout au terme du processus d'enrichissement, il reste de l'uranium appauvri (UA): ce métal, très toxique et radioactif, mais très perforant et pyrophore, a été utilisé depuis les années 1990 comme munition, notamment dans les Balkans, en Irak et probablement aussi au Liban. Après explosion, ce matériau contamine de vastes étendues, et cela pour longtemps: la demi-vie de l'uranium 238 est de 4,8 milliards d'années.

## INTRAITABLES DÉCHETS

En fin de course, les centrales produisent des déchets radioactifs, toxiques, dont certains ont une durée de vie très longue (cas du plutonium: après 100'000 ans, il en reste environ 5%). Des controverses font rage concernant le sort de ces intraitables déchets: faut-il les entreposer aux fins de surveillance, ou les enfouir au plus profond de couches que l'on suppose géologiquement étanches et stables? Malgré des affirmations moult fois réitérées depuis près de 50 ans, le problème des déchets n'est toujours pas résolu. Et rien que pour cette raison, il faut cesser de produire de l'électricité d'origine nucléaire, et se tourner résolument vers les énergies renouvelables.

## LA MASCARADE DES COÛTS

Il faut enfin relever que l'économie nucléaire n'est pas rentable dans le contexte actuel de l'éco-

nomie de marché, contrairement aux affirmations des milieux pro-nucléaires.

En effet de nombreux coûts sont omis. En amont, les recherches de base ont été largement subventionnées, par les militaires notamment. Les provisions financières pour couvrir les coûts du démantèlement des centrales

et la gestion des déchets sont sous-estimées ou inexistantes. Quant à la couverture en responsabilité civile en cas de catastrophe, elle est scandaleusement insuffisante, d'un facteur mille, ou davantage: autrement dit, les collectivités publiques passeront à la caisse.

Eric Peytremann

## UDC: UNE MAUVAISE FOI ATOMIQUE

L'UDC qui nous régale de ses solutions simplistes dans tous les domaines ne pouvait pas laisser passer la question énergétique. Son papier, adopté en juillet, fait le grand écart entre ses positions ultra-libérales et son nationalisme conservateur et protectionniste (produire de l'énergie «suisse»). Résultat: une position bourrée de mauvaise foi et de contradictions.

Pour l'UDC, l'essentiel de la production doit être faite avec le nucléaire, afin «d'assurer l'indépendance énergétique de la Suisse». Evidemment, la Suisse ne produit pas d'uranium. Mais l'UDC ne s'arrête pas à ce genre de détails. Il n'y a, paraît-il, aucun problème pour s'approvisionner (à l'étranger) en matériaux radioactifs. Quant au stockage des déchets radioactifs, «il ne pose aucun problème». Et il est hors de question de lier énergie nucléaire et déchets. Donc la direction est claire: «les autorités doivent prendre une décision de principe en faveur de l'énergie nucléaire». Les énergies renouvelables, à l'inverse (à l'exception de l'hydraulique) ne pourront jamais représenter «plus de 10% des besoins actuels». En effet, si on applique la politique de l'UDC, il n'y a aucun risque qu'elles décollent!

Car, alors que l'UDC sait se montrer volontariste quand il s'agit de promouvoir le nucléaire, elle retrouve son crédo ultra-libéral lorsqu'il s'agit des énergies renouvelables. Hors de question de subventionner, ni même d'inciter par des taxes, la production ou la consommation d'énergies renouvelables (elles sont «nocives» pour l'économie). Le marché doit décider tout seul du type d'énergie qu'il veut consommer. Il faut même s'opposer à tenter «d'éduquer» les citoyens à choisir leur énergie. Donc, pour l'UDC: il faut des solutions «libérales», mais être protectionniste en matière de production. La loi sur le CO2 est inutile, mais le nucléaire est nécessaire pour faire baisser la production de CO2. L'Etat ne doit surtout pas intervenir pour les énergies renouvelables, mais il faut qu'il intervienne pour promouvoir le nucléaire. A la fin, le marché (ou ce qu'il en reste) doit décider. Heureusement que l'UDC est le seul parti à ne pas faire «d'idéologie» dans le débat énergétique!

RF

## DOSSIER: ENERGIE, DE LA CRISE AUX RÉFORMES

# MINERGIE®: le développement durable labélisé

MINERGIE est une association soutenue par les cantons, la Confédération et des acteurs privés, visant à développer et promouvoir un type de construction consommant peu d'énergie. Sachant qu'un peu moins de 30% de la consommation totale d'énergie en Suisse est celle des ménages, principalement des produits pétroliers utilisés pour le chauffage, on peut estimer que les buts poursuivis sont louables.

MINERGIE certifie les projets de construction ou de rénovation d'immeubles selon les critères de son label décliné en plusieurs variantes: MINERGIE, MINERGIE-P (pour maison passive), MINERGIE-ECO. Comme son nom l'indique, le label se préoccupe presque exclusivement des aspects énergétiques du bâtiment par trois moyens: une isolation performante rendant l'enveloppe de la construction pratiquement étanche, une ventilation douce et automatique, et une production de chaleur favorisant les énergies renouvelables. Le label MINERGIE-

ECO tient compte également de la qualité écologique des matériaux du point de vue de leur fabrication et de leur recyclage, ainsi que par leur composition faible en matières polluantes.

D'un point de vue plus politique, on peut s'interroger sur la tendance à «labéliser» la construction de notre environnement. Cette pratique tend à réduire le développement durable à une «responsabilité individuelle» – ici celle des constructeurs et des propriétaires – qui fait abstraction de choix nécessairement collectifs touchant à l'organisation du territoire. En effet, la construction de notre habitat ne saurait se réduire à ses aspects techniques. La notion même de confort possède des aspects culturels que le label MINERGIE évacue complètement. Par ailleurs, rien n'empêche non plus le propriétaire d'une villa labélisée de posséder un gros véhicule 4 x 4 et de faire 200 km par jour pour se rendre à son travail.

Philippe Mivelaz

## LOI SUR L'APPROVISIONNEMENT EN ELECTRICITÉ

Suite au rejet en 2002 par le peuple suisse de la Loi sur le Marché de l'Electricité (LME), la LApEl a été mise en chantier en 2004. Ce projet, aggravé par le Conseil National (CN) en 2005, est tout empreint d'idéologie libérale et ne tient pas compte de la volonté populaire. Le Conseil des Etats (CE) se penchera sur cet objet lors de sa session d'Automne 2006: s'il suit les conclusions de sa commission, les divergences entre les deux chambres devront être résolues lors d'une session ultérieure. Or ces différences sont telles qu'elles pourraient déterminer le lancement, ou non, d'un référendum:

- Libéralisation totale immédiate (CN) contre libéralisation en deux étapes (CE), l'ouverture totale étant soumise au référendum facultatif;
- Gestion du réseau à haute tension par une société en mains privées (CN) contre société contrôlée par les collectivités publiques (CE);
- Mesures en faveur des nouvelles énergies renouvelables: pour le moment les deux versions de la LApEl prévoient de telles mesures (financement de 0.3 et 0.5 cts/KWh respectivement pour le CN et le CE, mais incluant les installations hydro-électriques jusqu'à 10 MW dans ce dernier cas).

Telle quelle, la version LApEl du CN devrait causer un référendum. Par contre, les mesures prévues actuellement par la commission du CE ne seront probablement pas de nature à galvaniser les foules pour un référendum.

Eric Peytremann

## LES RAVAGES DE LA LIBÉRALISATION

Les conséquences de l'ouverture du marché de l'électricité se manifestent de manière fracassante. Selon le magazine Marianne (No 490, sept. 2006), la mise en concurrence des fournisseurs en Europe, qui devait faire passer la pilule de la libéralisation sous prétexte de diminution des tarifs, a tout au contraire conduit à une forte augmentation du coût de l'électricité, afin d'assouvir l'appétit de bénéfices des fournisseurs, sans parler de la pagaille tarifaire qui en a résulté. Nous reproduisons ci-après les chiffres tirés par Marianne d'un rapport de la National Utility Services Consulting Group NUS, concernant onze pays. On notera qu'en France, où existe un double régime, les tarifs du secteur déréglementé ont augmenté de 75,6% entre 2001 et 2006, alors que les usagers au bénéfice de la tarification réglementée ont vu leurs charges augmenter de 10,6% «seulement», ce qui place ce secteur tout en bas du tableau, loin derrière tous les autres pays cités. On ne peut s'empêcher de mettre la situation française en regard des étapes vers la libéralisation prévues par la LApEl, présentement en gestation aux Chambres fédérales (voir article ci-dessous).

	Coût de l'électricité (tendance sur 5 ans 2001-2006)
Danemark	+91,5%
Royaume-Uni	+80,7%
Suède	+77,4%
France (marché dérégulé)	+75,6%
Finlande	+66,5%
Allemagne	+48,9%
Pays-Bas	+40,4%
Espagne	+39,3%
Belgique	+24,1%
Etats-Unis	+22,5%
Italie	+21,1%
France (marché régulé)	+10,6%

Eric Peytremann

## POUR ALLER PLUS LOIN

- Pierre Radanne, *Energies de ton siècle! Des crises à la mutation*, Paris, Lignes de repère, 2005.
- Jean-Marie Chevallier, *Les batailles de l'énergie. Petit traité d'une économie violente*, Paris, Gallimard, 2004.
- Michel Destot, Achille Ferrari, Philippe Girard, *Energie et climat. Réponses à une crise annoncée*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2006.

- <http://www.minergie.ch/fr/index.php> Minergie
- <http://www.geothermal-energy.ch/> Géothermie
- <http://www.wind-energie.de/> Energie éolienne, Allemagne
- <http://www.wind-energie.ch/> Energie éolienne, Suisse
- <http://www.bfe.admin.ch/> Office fédéral de l'énergie OFEN
- <http://www.sses.ch/> Société suisse pour l'énergie solaire

DOSSIER: ÉNERGIE, DE LA CRISE AUX RÉFORMES

# Il n'y a pas d'alternatives aux énergies renouvelables

Entretien avec Rudolf Rechsteiner, conseiller national PS/BS et spécialiste de la politique énergétique. Il est notamment l'auteur de la prise de position du PSS sur les énergies renouvelables.

**Quels sont les facteurs économiques qui portent les énergies renouvelables?**

RR: Il y en a principalement quatre: 1. Elles sont disponibles presque partout dans le monde. 2. Les énergies primaires (soleil, vent, chaleur terrestre et force hydraulique) sont gratuites et inépuisables. 3. Les techniques d'exploitation, au fur et à mesure de leur développement, sont toujours moins coûteuses, à la différence des techniques fossiles et nucléaires, où la limitation des combustibles conduit à des hausses de prix et 4. Elles jouissent d'une acceptation de plus en plus large.

**Les énergies renouvelables ont une autre réputation: elles sont chères et dépendent des subventions.**

C'était le cas autrefois, mais cela est de moins en moins vrai aujourd'hui. En plus, on ne peut pas comparer d'anciennes centrales nucléaires ou au charbon, déjà amorties, avec de nouvelles installations solaires ou éoliennes. Les centrales hydro-électriques prouvent que les énergies renouvelables peuvent être

très avantageuses et sûres. L'énergie éolienne coûte aujourd'hui en matière d'investissement à peu près autant, voire moins, que l'énergie hydraulique, mais la disponibilité du vent est nettement plus grande que celle de l'énergie hydraulique. Cela est aussi valable pour l'énergie solaire dans les pays qui ont des réseaux électriques défaillants, et encore plus pour la biomasse et la géothermie.

**Pourquoi ces nouvelles technologies s'imposent-elles aujourd'hui?**

Cela tient aux prix du pétrole et du gaz, mais aussi aux changements sur les marchés: jusqu'à récemment les technologies solaire et éolienne n'étaient développées que dans quelques pays qui les incitaient. Aujourd'hui, un véritable marché mondial a vu le jour. Les subventions sont dans la plupart des cas encore nécessaires, lorsque la concurrence (le charbon et l'atome) est elle aussi fortement subventionnée ou lorsqu'il s'agit d'énergies très innovatrices, comme le photovoltaïque, la géothermie profonde ou les installations d'électricité thermique solaire. Aussi longtemps que le marché croît et que la masse critique est atteinte (permettant ainsi des baisses de coûts), ces nouvelles énergies, notamment l'énergie éolienne, devraient pouvoir se passer de tout soutien financier. Les prix de rachat de l'énergie éolienne baissent d'année en année et sont très souvent plus bas que ceux des nouvelles centrales nucléaires ou au charbon.

**Quels sont les marchés qui croissent le plus vite?**

En matière d'énergie éolienne, il y a une douzaine de pays qui disposent d'un potentiel de croissance annuelle situé entre 1'000 et 3'000 mégawatts. À côté des pays pionniers (Danemark, Allemagne, Espagne et Inde), on trouve les USA, la Chine, l'Italie

l'Australie, la Grande-Bretagne, le Canada, le Brésil, le Portugal et même la France. Les autres pays sont la Suède, la Norvège, le Mexique, l'Égypte et la Nouvelle-Zélande. Sur la côte ouest de l'Afrique et au Moyen-Orient, se trouvent de gigantesques potentiels en matière d'énergie éolienne. En matière d'énergie solaire, on trouve le Japon, l'Allemagne et les USA, puis l'Espagne, l'Italie et la Chine. Dans ce pays, de nouvelles entreprises, comme Yingli, LDK et Suntech Power, devraient multiplier par 100 leur production d'ici 2010.

**Qu'attendent les gouvernements du développement de ces énergies?**

En matière d'énergies renouvelables, chaque pays suit sa propre voie et s'approvisionne de manière autonome à la différence des décennies précédentes où les centrales nucléaires ou à charbon furent financées sur le plan international et importées grâce à d'importantes subventions publiques. Même si aujourd'hui le savoir-faire se concentre toujours dans les grandes multinationales et est importé, la tendance à la production d'énergies locales conduit à la création de nouvelles forces politiques. Par exemple, un «lobby du solaire» devrait bientôt voir le jour en Chine.

**Que cela signifie-t-il en chiffres et où en est la technologie nucléaire?**

Depuis 1990, la capacité nette de l'énergie nucléaire a progressé en moyenne mondiale de 2'900 mégawatts par année. Cela représente seulement trois «centrales Gösgen» par année et ce résultat est stable. Si l'on compare avec les énergies solaire et éolienne: l'énergie éolienne a augmenté en 2005 d'environ 11'500 MW (+43% par rapport à l'année précédente). Un doublement de la production tous les deux ans est

observable en matière d'énergie solaire.

**Ces tendances ne sont-elles pas très incertaines?**

Il y a des incertitudes, mais la croissance est plus forte qu'auparavant. L'acceptation de ces nouvelles technologies, en raison de leur compétitivité croissante, va continuer à croître. Ce qui est décisif c'est leur durée de construction très courte, leur flexibilité, leur bilan écologique positif et leurs coûts. Il n'y a pas d'alternatives plus efficaces aux énergies renouvelables. Partout dans le monde, émergent de nouvelles classes moyennes qui préfèrent des produits écologiques. Dans les pays du Sud, certaines familles peuvent atteindre un niveau de vie comparable au nôtre grâce à l'énergie solaire. Ce boom à l'échelle planétaire stimule la croissance. La situation n'est pas comparable à 1973, lorsque le choc pétrolier tuait la conjoncture.

**Avons-nous besoin d'un programme national d'énergie comme en 1973?**

Tendanciellement, non. Ce qui s'est produit en 1973 ne doit pas se reproduire. À l'époque, les partisans de l'énergie atomique ont instrumentalisé la crise à leur profit. Ils ont réussi à attirer des milliards de francs pour la recherche en matière nucléaire. Les énergies renouvelables n'avaient rien obtenu à l'époque et furent constamment sous-estimées. Aujourd'hui cependant, le marché mondial croît dans une autre direction. Ce dont nous avons besoin prioritairement en Suisse sont de plus gros efforts en matière d'investissements et une plus grande efficacité énergétique.

*Adaptation et traduction par la rédaction d'un article paru dans la Rote Revue 2/2006. Plus d'informations sur [www.rechsteiner-basel.ch](http://www.rechsteiner-basel.ch)*

# Il y a cinquante ans: La Révolution hongroise de 1956

La révolution hongroise de 1956 est un événement unique dans l'histoire du mouvement ouvrier. C'est la seule fois qu'un soulèvement populaire fera s'effondrer un régime communiste en place.

par Dan Gallin

Déclenchée par des manifestations étudiantes, la révolution hongroise est portée par la classe ouvrière, qui est son noyau dur et lui fournit ses structures: les conseils ouvriers. C'est ce qui explique son extraordinaire capacité de résistance face à une force d'occupation militaire écrasante. C'est là aussi sa signification historique.

**STALINIENS CONTRE RÉFORMISTES**

Pour la comprendre, il faut la replacer dans son contexte. Après la mort de Staline en 1953, le bloc soviétique s'attend à des changements. Une direction collégiale prend le pouvoir à Moscou qui proclame un «cours nouveau», une «déstalinisation» contrôlée. Les régimes imposés en Europe de l'Est par l'occupation soviétique entrent en crise. À Berlin, les ouvriers manifestent en juin 1953 contre l'augmentation des normes de travail. L'intervention des chars soviétiques sauve le régime en extrême. En juin 1956, en Pologne, les ouvriers manifestent contre la hausse des prix. Il y a menace d'intervention militaire soviétique, mais Moscou cède et Gomulka, un communiste «réformiste», devient chef du gouvernement.

En Hongrie, les fractions «staliniennes» et «réformistes» du parti communiste se livrent une lutte acharnée de 1953 à 1956. Le «stalinien» Rákosi est destitué par les soviétiques en juin 1953 et remplacé par Imre Nagy, partisan du «cours nouveau». En février 1955 cependant, Rákosi renverse Nagy, qui est exclu du parti.

Mais en mars 1956, Khrouchtchev, devant le 20e congrès du PC de l'URSS, tient son discours dénonçant les crimes de Staline. En juin 1956, Rákosi

est à nouveau destitué par les soviétiques et remplacé par Gerő, un vétéran des services spéciaux du GPU (futur KGB).

**SOULÈVEMENT POPULAIRE**

Le 23 octobre 1956, les étudiants de l'Université technique de Budapest organisent une manifestation de solidarité avec les travailleurs polonais qui attire des dizaines de milliers de citoyens. La situation se crispe face à un gouvernement qui durcit le ton. Les travailleurs entrent en grève et s'arment, la police civile passe à l'insurrection, suivie, entre le 23 et 26 octobre, par l'armée.

Le 24 octobre, les chars soviétiques entrent à Budapest. La grève générale s'étend à toute la Hongrie. En province, des conseils ouvriers prennent le pouvoir. Les combats les plus acharnés se livrent dans les quartiers ouvriers. L'armée russe hésite: certaines unités refusent d'intervenir, d'autres se joignent aux insurgés.

Imre Nagy forme un nouveau gouvernement qui comprend des opposants communistes connus, tels le philosophe György Lukács, et des représentants du parti paysan, mais sans les socialistes. Il engage des négociations avec les conseils ouvriers et les insurgés. Un jour plus tard, le gouvernement annonce que les soviétiques acceptent d'évacuer Budapest et que des négociations sont en cours pour le retrait des troupes russes de Hongrie. Le 31 octobre, Imre Nagy annonce des négociations pour le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie. Début novembre, le gouvernement est remanié et se compose d'une coalition des communistes réformistes, de socialistes et de deux partis agrariens. Ce sera le dernier gouvernement libre jusqu'en 1989.

**L'INVASION SOVIÉTIQUE**

Le répit est de courte durée. Le 4 novembre, c'est l'invasion massive: 180'000 hommes et 2'000 chars soviétiques. Les combats reprennent, mais la supériorité des blindés russes est écrasante.

Imre Nagy adresse un appel à l'aide au monde qui restera sans réponse. Malheureusement pour la Hongrie, la crise de Suez a éclaté: l'Égypte avait nationalisé le canal de Suez et commence une action militaire combinée de la France, du Royaume-Uni et d'Israël contre l'Égypte – le bruit des canons dans le Sinaï couvrira celui de l'armée soviétique en Hongrie.

Entre le 4 et le 12 novembre, les combats se poursuivent dans tout le pays. À Budapest, Csepel, bastion ouvrier, résiste pendant dix jours. Le 14 novembre, c'est la fin des combats, mais la grève continue. Le 11 et 12

décembre, c'est la grève générale dans toute la Hongrie. Les premières condamnations à mort à Budapest tombent quelques jours plus tard. La peine de mort punit désormais le fait de grève. Le PS est de nouveau déclaré illégal.

Une terrible répression suivra: il y eut environ 3'500 ouvriers, soldats, étudiants morts dans les combats, et 17'000 blessés; 26'000 furent condamnés à des lourdes peines de prison ou déportés en URSS, 15'000 temporairement internés (la plupart furent libérés lors d'une amnistie générale en 1963); il y eut environ 400 condamnations à mort. Environ 191'000 hommes, femmes et enfants se réfugièrent en Autriche et 20'000 en Yougoslavie. Du côté russe, il y eut 720 morts et 1'540 blessés. En juin 1958, Imre Nagy, et ses huit co-accusés sont condamnés à mort et exécutés à l'issue d'un procès à huis clos.

## OÙ EN EST L'HÉRITAGE DE 1956?

La révolution hongroise de 1956 était une des principales étapes de l'effondrement progressif du système stalinien, suivie du «printemps de Prague» de 1968, de la fondation de Solidarnosc en 1980 et finalement de la chute du mur de Berlin en 1989.

Cinquante ans plus tard, la Hongrie est un pays libre et démocratique, avec un parti socialiste au gouvernement. Peut-on considérer que les objectifs de la révolution de 1956 ont été atteints? Ce serait oublier quelles étaient les revendications des conseils ouvriers et des forces politiques, dont les socialistes, qui détenaient le pouvoir pendant deux semaines, en octobre et novembre 1956.

Aucun ne revendiquait le rétablissement du capitalisme. Tous se battaient pour un socialisme démocratique et autogestionnaire, avec le contrôle ouvrier sur l'économie et sur l'État. Aujourd'hui, la Hongrie fait partie du système transnational du capitalisme néolibéral avec un gouvernement socialiste qui mène des réformes libérales en mentant à sa population. Retour à la case départ? Non, car les espaces démocratiques sont réels. Mais la lutte des ouvriers hongrois d'aujourd'hui ne pourra désormais qu'être une partie de la lutte du mouvement ouvrier mondial pour un autre monde, qui reste possible.

Pour en savoir plus: La version intégrale de l'article sur: [www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)



Stefanie Habersaat

# Fonds de cohésion: incohérences de l'UDC

Le 12 juillet, l'Union Démocratique du Centre, alliée à la Lega et aux Démocrates suisses, remettait 70'095 signatures à la chancellerie fédérale contre la loi sur la coopération avec l'Europe de l'Est, adoptée par le Parlement en mars 2006. Dans la ligne de mire des référendaires, le milliard pour le fonds de cohésion de l'Union européenne. Pour les ténors de l'UDC, le référendum ne vise pas à remettre en question la contribution financière de la Suisse, mais son mode de financement: ils exigent qu'elle soit intégralement compensée et prélevée sur les budgets ordinaires des ministères des Affaires Etrangères et de l'Economie. Une façon de prétendre que l'enjeu est d'abord de politique interne et financière alors que, dans les faits, le référendum touche à la définition de la politique européenne de la Suisse.

## RETOUR EN ARRIÈRE.

Lors des négociations sur les accords bilatéraux, la Suisse a défendu un «Alleingang» fait à la fois de libre accès aux marchés européens et de sauvegarde du secret bancaire. Les avantages de ces accords pour l'économie, les entreprises et les citoyens suisses sont nombreux et la question de la contribution financière de notre pays à la construction européenne a été posée très tôt. Au final, les accords bilatéraux II ont pu être conclu lorsque le Conseil Fédéral a promis une contribution unique et volontaire, de 1 milliard sur 10 ans, au fonds de cohésion de l'Union européenne. En résumé, le milliard de cohésion est donc le prix à payer pour les bilatérales II. Dans ce contexte un refus par le peuple le 26 novembre affaiblirait inéluctablement la politique européenne de notre pays. L'ambassadeur allemand à Berne Andreas von Stechow va même plus loin en estimant, dans une interview à la «NZZ am Sonntag», qu'un refus risquerait de sépa-

rer politiquement notre pays de l'Union européenne.

## LES PAYS DE L'EST MENACÉS

Tout aussi grave, avec son référendum, l'UDC veut reporter le coût des bilatérales sur le budget de l'aide traditionnelle aux pays de l'Est. En deux mots, cela signifie que l'UDC veut faire payer aux populations pauvres les coûts du secret bancaire et de la promotion économique suisse. En effet, depuis la chute du mur de Berlin, la coopération suisse a mis en place des programmes destinés aux «anciens pays de l'Est» qui visent à appuyer le renforcement de la démocratie, l'éducation, la préservation de l'environnement ou encore la transition économique. Actuellement les bénéficiaires sont essentiellement les Balkans (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Ukraine, etc.) et la Communauté d'Etats Indépendants (Géorgie, Azerbaïdjan, Turkménistan, etc), donc des pays non-membres de l'Union Européenne. Reporter le financement de l'aide traditionnelle au fonds de cohésion signifie donc fragiliser, voire remettre en question ces programmes et donc transformer la nature même de l'aide publique au développement aux pays de l'Est.

## ALORS, OÙ FAUT-IL CHERCHER LE FINANCEMENT?

Pour Alliancesud, la communauté de travail des œuvres d'entraïdes (Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, EPER) la question est mal posée. En effet, avec les accords bilatéraux, la Suisse s'est engagée à payer 100 millions par an, soit 1,9 pour mille du budget général de la Confédération qui se monte à 53 milliards. Or il apparaît déjà que les accords bilatéraux rapporteront plus de 200 millions de CHF de recettes par année aux autorités fédérales. Premièrement, suite aux accords de Dublin, 80 millions par an seront économisés dans le domaine de

l'asile. Deuxièmement, avec l'entrée en vigueur des accords bilatéraux le produit national brut de la Suisse devrait, selon le Conseil Fédéral, augmenter de 1,4 milliard de CHF par an. De ce montant, 8% c'est-à-dire donc plus de 100 millions de CHF par an, retourneront dans les mannes fédérales par le biais de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Troisièmement, en échange de la sauvegarde du secret bancaire, la Suisse s'est engagée à introduire un prélèvement sur les taux d'intérêts des comptes déposés en Suisse, par des citoyens européens. Il s'agit d'une sorte de taxe de compensation que la Suisse reverse aux pays d'origine des propriétaires des comptes, tout en

protégeant l'anonymat de ces derniers. De ce prélèvement, 25% est versé dans les caisses fédérales, ce qui, en 2005, a représenté un montant de 60 millions de CHF.

Dans ce contexte, accepter la loi sur la coopération avec l'Europe de l'Est et le mode de financement, 60% sur le budget de DFAE et du DFE et 40% sur le budget général de la Confédération, proposé par le Parlement, ne représente donc pas un danger pour la balance budgétaire suisse. La refuser, au contraire, serait remettre en question la cohérence de la politique européenne suisse.

Chantal Peyer

## HASARD DE CALENDRIER

**Le Waldhaus Park Hôtel convient comme un écrin aux nouvelles lois votées au Parlement. Entre autres, la réforme sur la fiscalité des entreprises. Ce nouveau projet du ministre des finances Hans-Rudolf Merz prévoit des baisses d'impôts pour les entreprises, en particulier la réduction de la double imposition qui frappe les bénéficiaires et les dividendes.**

**En langage de grand argentier, cette proposition est un coup de pouce pour nos bien-aimées PME, un soutien public de la Confédération au vivier économique de ce pays, un geste de compréhension pour toutes les difficultés financières, administratives, économiques que nos petites entreprises connaissent.**

**En vrai, cela équivaut à un cadeau fiscal de 900 millions aux plus riches, aux actionnaires et aux propriétaires de stock options, et une perte de recettes pour l'AVS de 300 millions de francs. En gros, déshabiller nos vieux pour habiller Ospel et Vasella.**

**Hasard du calendrier, les cantons et la Confédération se félicitaient du rejet de l'initiative COSA pour financer l'AVS. On les a peu entendus pourtant s'inquiéter des pertes fiscales induites par la loi sur la réforme de l'imposition des entreprises.**

**Hasard du calendrier encore, dans la même semaine, 25000 salariés de ce pays manifestaient pour une augmentation de salaire de 4%. Les travailleurs revendiquent 4%, Ospel a vu son salaire exploser de 70%. Et combien de plus encore avec la nouvelle loi fiscale?**

**Tant de coïncidences franchement, ce n'est plus vraiment du hasard...**

# Elections cantonales fribourgeoises

*Le peuple fribourgeois renouvelle ses autorités cantonales le 5 novembre prochain. Pour le Parti socialiste, l'exercice représente une rocade complète: ses deux Conseillers d'Etat sortants, Ruth Lüthi et Claude Grandjean, se retirent. Pour les remplacer, le Parti lance 3 candidates et 2 candidats dans la course.*

Fribourg est présenté partout comme un bon élève: stabilité politique d'un gouvernement très (trop?) consensuel et finances saines. Grâce à l'or de la BNS, le canton n'a plus de dette... Mais de l'autre côté de la balance, il y a un des mécanismes d'équilibre budgétaire les plus contraignants, et une fiscalité lourde en comparaison intercantonale. L'envers du décor: une image de loser (tribunal administratif, centre de tri postal, Amgen) qui heureu-

sement commence à s'estomper grâce entre autres à la brillance de notre délégation aux Chambres fédérales. Dans ce contexte, les priorités du PSF vont clairement vers le maintien, voire le renforcement du rôle de l'Etat. La bonne santé financière ne doit pas servir de prétexte à des baisses d'impôts – dont on sait bien qui profite en réalité. Il faut plutôt mettre l'accent sur les investissements dans les infrastructures, la formation, la santé et la prévention. Durant

la législature 2007-2011, le canton va poursuivre la mise en place des dispositions de sa nouvelle Constitution. Les premiers pas ont déjà été faits, avec par exemple l'introduction du droit de vote et l'éligibilité des étrangers sur le plan communal. La suite promet d'être aussi passionnante avec entre autres la réforme de la justice ou le congé maternité. La révision constitutionnelle avait été pour la gauche une victoire sur bien des points. Il s'agira de

concrétiser ces avancées dans la législation future. A noter aussi que seul-e-s 110 député-e-s trouveront un siège au Grand Conseil, au lieu de 130 jusqu'à présent. Cela aussi, on le doit à notre nouvelle charte fondamentale. Cette nouvelle donne n'a pas fait que des heureux: dans les Districts, on fourbit ses armes pour ne pas faire les frais de cette réduction. Mais la bataille sera rude.

Vincent Brodard

# Social, solidaire, socialisteS: bientôt le jour J pour le PSJ

*Pour les élections jurassiennes, le Parti socialiste jurassien (PSJ) s'était fixé deux objectifs: maintenir 2 sièges socialistes au Conseil d'Etat et augmenter sa présence au législatif.*

Ces objectifs tout à fait réalisables pour autant que ses membres et sympathisant-e-s se mobilisent en masse et que le PSJ parvienne aussi à convaincre au-delà de son strict potentiel électoral. C'est régulièrement le cas lors de votations fédérales et cantonales. Ce fut le cas également lors des dernières élections fédérales où il a conquis le titre officiel de première formation politique jurassienne, titre qu'il ambitionne de retrouver à l'issue du renouvellement des autorités cantonales cet automne.

Quinze personnes dont 3 femmes ont fait acte de candidature aux élections au Gouvernement jurassien qui auront lieu le 22 octobre. Pas moins de 352 candidats sont aussi présents sur les 21 listes enregistrées au Parlement. C'est un record. Ils étaient 312 il y a quatre ans. Record aussi avec le nombre de femmes candidates au législatif, elles sont 105 au lieu de 80 en 2002. Avec Elisabeth Baume Schneider, Pierre-André Comte, Benoit Gogniat et Lucienne Merguin Rossé, le PSJ est d'ailleurs le seul parti à proposer une liste strictement paritaire pour le gouvernement. Il est également la formation qui présente

le plus de femmes (23 sur 60) ainsi que de jeunes de moins de 30 ans (18) au Parlement.

Ces élections 2006 sont également inédites à d'autres titres. Pour la première fois, l'UDC présente un candidat au gouvernement. Pour la première fois encore, les Verts présentent des candidat-e-s au législatif dans tous les districts tandis que l'UDF présente une liste dans le district de Porrentruy. Les autres partis dans la course ont quant à eux des objectifs très clairs à commencer par le PDC qui veut conserver deux mandats au Gouvernement et augmenter sa représentation au Parlement d'au moins un siège.

Pour le PCSI, il s'agira de conserver son siège acquis il y a 4 ans et renforcer sa présence au parlement d'un député par district. Les radicaux, eux, n'ont qu'une idée, se replacer à l'exécutif. Enfin, Combat socialiste allié au POP ne présentent cette année qu'un seul candidat au gouvernement et souhaitent augmenter leur députation d'un siège. Qu'en sera-t-il le 22 octobre? Peut-être bien le statu quo au niveau de la représentation au gouvernement à moins que le parti radical ne réussisse son retour. Reste à savoir

aux dépens de qui ... Il sera également intéressant de voir les résultats obtenus par des formations comme l'UDC et le CS-POP, déjà présents au Parlement. Enfin on attend de voir l'éventuelle percée de formations comme les Verts ou l'UDF, quoiqu'elle reste très hypothétique.

Pour le PSJ, consolider sa présence au gouvernement et renforcer celle du Parlement, c'est se donner les moyens d'orienter la politique plus à gauche et d'infléchir les décisions pour que l'Etat jurassien se dote de lois plus sociales et réalise des projets novateurs et ambitieux. Ainsi est-il urgent de répondre par des mesures efficaces à la difficulté de trouver un

premier emploi pour les jeunes. De permettre à chacune et chacun de se former à tout âge. De mettre en valeur les compétences que les Jurassiennes et Jurassiens ont développées et peinent à faire valoir dans un environnement frieux et peu enclin à investir. De créer une rupture avec le courant de pensée, paralysé par l'équilibre des finances, qui freine le progrès et empêche l'expression de ce qui fait de nous des citoyens d'ici et d'aujourd'hui. D'instaurer une politique familiale digne de ce nom et d'intégrer toutes les composantes de notre société dans le respect des différences.

Pierre-Alain Gentil

## VAUD: RETOUR DES CHIFFRES NOIRS



# Quand l'Empire est attaqué...

«Les peurs de Hollywood», tel est le titre du recueil de textes paru aux éditions antipodes, qui nous propose de revisiter certains classiques du cinéma d'horreur, de science-fiction ainsi que du «cinéma-catastrophe» américains.

L'ouvrage engage une relecture de ces œuvres qui va bien au-delà de la critique artistique, et plonge le lecteur dans une analyse de la société américaine, de ses peurs ou phobies les plus profondes, des personnages ou événements qui génèrent ces craintes, et la manière dont ceux-ci sont mis en scène. Le recueil propose donc une analyse de l'histoire culturelle américaine à travers diverses représentations.

L'étude s'attache à démontrer comment l'émancipation féminine, les luttes des classes défavorisées, l'immigration, la guerre froide etc... sont, de manière subtile, au cœur même de nombreuses œuvres du cinéma fantastique américain. D'œuvres de «cautionnement» de certaines décisions politiques par exemple, ou d'avertissement contre d'éventuelles dérives de la société américaine et de ses valeurs traditionnelles, on passe à des travaux plus subversifs, dénonçant en finesse l'ordre établi, fustigeant les répressions, prenant la «défense» des opprimés.

## MORCEAUX CHOISIS

Ainsi, on apprend comment «King Kong» (1933) montre les conséquences désastreuses du capitalisme, et de la «Grande Dépression»: Kong est donc «l'Américain traditionnel, épris d'une liberté sans freins, et qu'il s'agissait de mettre à la raison». Ce film pose également une analogie entre la loi de la jungle et la logique du capitalisme, avec des espaces qu'il parcourt de la même manière (montagnes et buildings), des adversaires qui l'attaquent de la même manière (ptérodactyles et avions). Il évoque également une série de questions intéressantes sur le rapport à l'«autre» et la relation homme-femme.

La question de l'«autre», du différent est encore à l'honneur dans «The attack of the 50

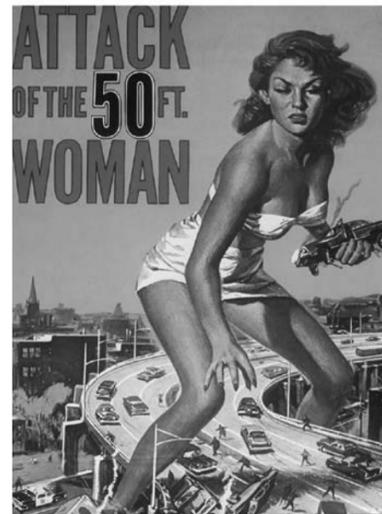
feet woman» (1958), dans lequel une femme exposée à des rayons extraterrestres atteint une taille stratosphérique et détruit tout sur son passage.

L'analyse croisée de ce film et du long-métrage «The incredible shrinking man» (l'homme qui rétrécit, 1957) met en lumière les rapports de genre, et la menace que représente la progressive émancipation féminine des années cinquante pour le mâle dominant et sa société patriarcale, qui voit ses privilèges «rétrécir». Des rapports de genre également décortiqués au travers de «Stepford Wives» (1974), une fiction où les femmes d'une bourgade se transforment en robots-ménagers... Le cinéma «gore» est aussi passé au peigne fin, et il est toujours agréable de se rappeler le génie de films comme la tétralogie des «morts-vivants» de G. Romero. Dans le même style, une mention particulière pour «Massacre à la tronçonneuse» (1974), dont il est question dans l'introduction à l'ouvrage, et dans lequel «l'aliénation tayloriste des ouvriers y est effectivement présentée comme source d'une

monstruosité exclusivement masculine, envisageant la sexualité sous l'angle de la perversion sadique».

## SANS PEUR, MAIS AVEC REPROCHES...

La liste de films choisis est extrêmement longue, et cet aperçu n'en est qu'un maigre échantillon. Le connaisseur averti de ce type de production redécouvre avec plaisir ces œuvres, alors que le profane, peut-être même réticent à ce genre cinématographique, apprend à considérer ces films comme autre chose qu'un simple bain de sang ou débauche d'effets spéciaux,



plus ou moins réussis selon les époques d'ailleurs... Toutefois, il est franchement regrettable que le langage utilisé, soit par trop «académique», voire «scientifique», renvoyant le lecteur à des concepts sociologiques, artistiques ou méthodologiques que chacun-e n'aura pas la capacité de cerner. Ce qui va à l'encontre même du propos du recueil, à savoir rendre plus intelligible une production cinématographique peu parcourue.

Cela dit, la curiosité que suscite cette étude permet de passer outre ce malaise. A lire donc, sans peur.

Maurizio Colella

## «NOUS SOMMES FRIBOURG», POUR LE LIEN SOCIAL

Xavier Ganiot a appelé son livre «Nous sommes Fribourg», mais il aurait pu l'intituler aussi «nous sommes la Suisse» ou même «nous sommes d'ici». «Nous»? Les personnes vivant sur le territoire helvétique, de nationalité suisse ou étrangère, qu'importe. Le titre évoque bien l'utopie des nationalités, et l'identification non pas à une nation, mais à un espace, quel qu'il soit. «Nous»? Des gens, simplement, plus que des citoyens. Des personnes qui «font» toutes le pays qu'elles habitent, des gens qui s'intègrent ou qui aident les autres à s'intégrer.

C'est à partir de ce principe que naissent de belles sociabilités. L'ouvrage de Ganiot en honore quelques-unes, en donnant chaque fois la parole aux personnes concernées. Discours rapportés, entretiens, ou même textes écrits par les acteurs eux-mêmes, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs, tous racontent leur expérience avec l'altérité, la célèbre, et même l'honneur au gré de leurs amitiés.

L'«étranger» de Neuchâtel fait place à l'«étranger» de Serbie, en passant par celui qui sommeille en chacun de nous. «Nous sommes Fribourg» est un ouvrage qui illustre autant par les mots que par les images ces moments d'intense affection pour le quotidien de nos relations avec ceux qui, quels que soient leurs «papiers», «construisent» Fribourg ou l'ailleurs.

MS

Vient de paraître: Xavier Ganiot, «Nous sommes Fribourg» aux éditions de la Sarine.

# Les Bobos

Cet article, un peu comme les personnes dont il est question ici, aurait pu taper dans toutes les rubriques. Humeur (plutôt mauvaise), syndicalisme (pour la bonne conscience des acteurs), culture (parce qu'en fait, c'est surtout de ça qu'il s'agit), ou même dans le portrait de la dernière page (difficile de rendre les cheveux orangés, mais on aurait pu montrer la bague en feutrine à 200.- de Madame et le pull marin - acheté à un matelot près de Brest - de Monsieur). Les Bourgeois Bohème. Les Bobos.

On en connaît toutes et tous, on les fréquente, et, ma foi on les adore. Ils sont tellement cool, tellement intelligents, tellement engagés. Franchement, si toute la société était Bobo on serait plus heureux, et si on en avait plus dans les exécutifs, on aurait peut-être enfin des graines à tous les repas et de LA CULTURE dans les classes de nos enfants: des grand films sociaux «éducatifs», par exemple Godard. Et enfin de la musique: pas «Puisque tu pars» de Goldman, marre de ce ringard, le trend, c'est «la musique engagée»: Manu Chao un peu, mais surtout ces nouveaux Fran-

çais qui chantent exprès faux. Nos enfants, aussi, arrêteraient de se battre dans des salles de gym lugubres. Nouveau concept bobo: une introduction à la pêche à la mouche. Classe moyenne supérieure, les Bobos? Oui, mais surtout supérieure aux autres...

Le redoutable Renaud les adore aussi. Son dernier album vient de sortir, et voici un aperçu d'une de ses chansons. «Pas loin de beaufs, un peu plus classes», ils sont «un peu artistes, c'est déjà ça, mais leur passion c'est leur boulot», «ils ont des enfants bien élevés, qu'ont lu l'P'tit Prince à six ans», «roulent en 4/4, mais le plus souvent préfèrent se déplacer à vélo», «ils aiment les restos japonais et le cinéma... Coréen» et, «aiment Jack Lang et Sarkozy, mais votent toujours écolo». Printemps 2007, Nicolas Hulot a peut-être quelques chances, tout compte fait.

Enfin, à coups de vélo, de bio, de Bamako, d'anti-macho, que pourrait-on leur reprocher, aux Bobos? Si leur nom est un peu ambivalent, s'ils «vivent en banlieue, mais dans un loft» (Renaud), s'ils tanguent un peu entre Sarko et Lang, espérons juste qu'ils se rappellent que la gauche caviar n'est pas encore à droite.

Mathias Schaer

## PIPEULE ET PACTOLE



## NDLR

Un peu comme aux toilettes

Ce qui est génial dans la politique, c'est qu'elle rassemble. C'est fou. On en parle partout: un peu dans le bus, un peu le dimanche avec la famille, un peu entre collègues, ou même parfois au bistrot, ou même encore dans les toilettes du même bistrot. Des fois c'est marrant, on entend des trucs auxquels on ne pense habituellement pas. Ou alors des fois on est scotché par la connerie des propos. Mais on ne s'énerve pas. Et des fois, par contre (une fois par semaine en fait), on crache. Et cela n'a pas lieu aux toilettes, mais presque. C'est dans «le Temps».

Une fois par semaine, ce papier est entaché par un peu de mon dernier repas. Parce que là, ça dépasse tout. Le comptoir, à côté, c'est «Le Procès» de Kafka. La fameuse chronique de Marie-Hélène Miauton (MHM pour les intimes). Tout y passe. Tous les sujets. Elle a un avis d'experte sur tout. Un coup elle est politologue. L'autre elle est économiste. Et pour le coup, pourquoi pas anthropologue. Allez, pendant qu'on y est. «J'ai fait des sondages, j'ai lu une fois un «que sais-je?» sur Boudon (le seul sociologue ou presque qui ait réussi à baser sa sociologie sur la responsabilité individuelle), j'ai pu bien m'y mettre...». Et ça y va. Y a un peu de Gianadda dans ce personnage aigre, xénophobe et pétri de préjugés. Pour preuve? «Inutile donc de se cacher l'évidence: les barrières morales, sociales et légales qui contenaient le mal étant abaissées, sinon tombées, il se répand». Puis, pour justifier qu'il faille à tout prix révéler les nationalités des violeurs de Rhäzüns: «toutes les cultures, chacune à leur manière, ont établi des interdits et puni ceux qui les bravent, d'où l'intérêt de préciser que les violeurs étaient Kosovars». Et pour finir en beauté: «Décidément, avec ou sans révision de la loi, nous n'en avons pas fini avec les problèmes d'intégration».

Franchement, je préfère le bruit des toilettes.

MS

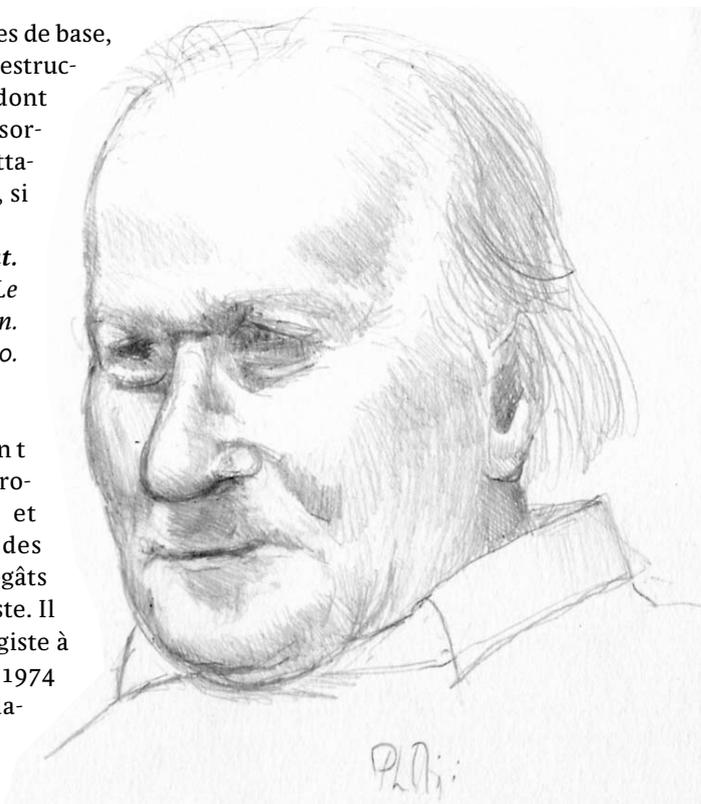
# René Dumont

«Dans ses principes de base, la loi du marché ignore la destruction de l'environnement dont les conséquences sont désormais si graves qu'il faut s'attaquer de front au problème, si l'on veut survivre.»

**René Dumont.**

*Un monde intolérable. Le libéralisme en question. Paris. Le Seuil. 1988, p. 270.*

René Dumont (1904-2001), ingénieur agronome, militant pacifiste et tiers-mondiste, il fut un des premiers à critiquer les dégâts de l'agriculture productiviste. Il fut premier candidat écologiste à la présidence française en 1974 et un des principaux fondateurs du mouvement écologiste français.



## AGENDA

**20 octobre**  
Congrès du Parti socialiste du Jura bernois.  
19h30, Hôtel Central, Tavannes.

**22 octobre**  
Elections cantonales jurassiennes.

**24 octobre**  
Congrès du Parti socialiste jurassien.  
2e tour des élections cantonales.  
Franches-Montagnes.

**4 novembre**  
Congrès extraordinaire du Parti socialiste vaudois.  
Désignation des candidat-e-s à l'élection au Conseil d'Etat vaudois.

**5 novembre**  
Elections cantonales fribourgeoises.

**12 novembre**  
Elections cantonales jurassiennes, 2e tour.

**26 novembre**  
Votations fédérales.

**26 novembre**  
Elections cantonales fribourgeoises, 2e tour.

**2 décembre**  
Assemblée des délégués du Parti socialiste suisse.  
Muttenz (BL).

JAB  
1002 Lausanne

**Pages de gauche**  
Mensuel d'opinions socialistes

## Paroles énergiques

«Le programme nucléaire ne procède pas d'un choix technique; il procède d'une option politique, idéologique et de civilisation. Les centrales nucléaires ne sont pas des moyens au service de buts qui pourraient être atteints par d'autres voies; ce sont des moyens qui prédéterminent les buts à atteindre et imposent un certain type de société, irréversiblement, à l'exclusion de tout autre.»

**André Gorz,**  
*Ecologie et politique,*  
Paris, Seuil, 1975, p. 114.

«L'Etat atomique, divinité infernale, s'arroge le droit de détruire les peuples. Il accroît la dépendance des pays européens vis-à-vis des Etats-Unis, des pays du tiers monde vis-à-vis du bloc occidental, et la puissance des multinationales. Il provoque la dispersion incontrôlable de l'armement nucléaire et une surconcentration des pouvoirs entre les mains d'une poignée de technocrates modelant la société sur un modèle hiérarchisé, centralisé, policier, en un mot sur un modèle totalitaire.»

**René Dumont**  
*Seule une écologie socialiste...*  
Paris, Robert Laffont, 1977, p.273.

«Il est totalement suicidaire de voir les uns acculés dans le dénouement, tandis que d'autres s'installent dans le gaspillage et la destruction. Il faut ouvrir une voie politique qui prenne acte de l'expansion humaine et qui assure l'indispensable stabilité mondiale par un projet égalitaire. Il n'y aura de paix durable dans ce siècle que s'il y a convergence des niveaux de développement et réduction des inégalités. Et la question de l'énergie est au cœur de ce débat. [...] On n'évitera de s'enfoncer dans la violence qu'à la condition de comprendre que les gaspillages des uns font la pénurie et l'exclusion des autres.»

**Pierre Radanne, Energies de ton siècle!**  
*Des crises à la mutation,*  
Paris, Lignes de repères, p.239-240.